

Le multiplicateur d'investissement

1. Contexte keynésien

Le sens commun affirme que les dépenses de l'État doivent se calquer sur les fluctuations de ses recettes. Mais cela conduit, en cas de mauvaise conjoncture, à pousser davantage l'économie vers la dépression.

Keynes révolutionne les finances publiques en affirmant que l'État doit, si les circonstances l'exigent, faire exactement l'inverse de ce que font les agents économiques. Ainsi, lorsque le revenu national baisse, que les dépenses privées diminuent, l'État soutient l'économie en injectant des dépenses supplémentaires. Cette injection soutient la demande effective qui permet l'augmentation du niveau de production et favorise ainsi la relance de l'emploi.

L'objectif à viser n'est donc plus forcément l'équilibre du budget mais l'établissement d'une croissance équilibrée génératrice de plein emploi. Pour Keynes, l'équilibre économique peut être ainsi obtenu avec un budget déséquilibré (recettes inférieures aux ressources) grâce à l'effet stimulant que provoque l'effet multiplicateur sur les agents économiques déprimés.

L'augmentation des dépenses de l'État peut prendre deux formes :

- augmentation des investissements (construction d'infrastructures, etc.) ;
- versements monétaires à certains agents économiques (fonctionnaires, bénéficiaires de minima sociaux...). L'Etat gendarme, en charge des fonctions régaliennes (armée, police, justice), devient alors un Etat providence.

2. Formule du multiplicateur

L'Etat augmente les investissements publics d'un montant ΔI_G .

Dès lors, le revenu national progresse, dans un premier temps, d'un montant $\Delta Y = \Delta I_G$

Les commandes publiques profitent aux entreprises et aux salariés embauchés pour réaliser des dépenses complémentaires (investissements et consommation). Or, la propension marginale à investir et consommer (c'est-à-dire à dépenser le montant reçu) est $c \in]0,1[$. Donc, le montant dépensé, dans un deuxième temps, constitue un revenu complémentaire égal à : $c \cdot \Delta I_G$. Le solde égal à $(1 - c) \cdot \Delta I_G$ est alors épargné. Dans un troisième temps, le montant dépensé est alors de $c \cdot c \cdot \Delta I_G = c^2 \cdot \Delta I_G$

Au bout de n périodes, le revenu augmente de :

$$\Delta Y = \Delta I_G + c \cdot \Delta I_G + c^2 \cdot \Delta I_G + \dots + c^{n-1} \cdot \Delta I_G = \Delta I_G \cdot \sum_{k=0}^{n-1} c^k = \Delta I_G \cdot c^0 \frac{1 - c^n}{1 - c}$$

Par hypothèse : $c \in]0,1[$. Dès lors, quand n tend vers l'infini :

$$\lim_{n \rightarrow \infty} c^n = 0$$

$$\text{Finalement : } \Delta Y = \frac{1}{1-c} \cdot \Delta I_G$$

$\frac{1}{1-c}$ est le multiplicateur d'investissement. Ainsi, à titre illustratif, si l'Etat injecte 100 dans l'économie par des investissements en infrastructures, pour une propension marginale à consommer $c = 80\%$, le revenu national augmente de $\Delta Y = \frac{1}{1-0,8} \cdot 100 = \frac{100}{0,2} = 500$

3. Limites de la relance keynésienne et de l'effet multiplicateur

Les dépenses de l'Etat ne produiront pas la relance espérée dans 3 cas

a. Exportation de la relance

Une partie de la hausse de la demande se porte sur des biens importés, ce qui a un impact négatif sur la balance commerciale et réduit ainsi l'effet multiplicateur. Cet effet modérateur est d'autant plus important que l'économie est ouverte, ce qui est de plus en plus clairement le cas dans le cadre de la mondialisation.

b. Effet d'éviction

La demande ajoutée peut venir en substitution, plutôt qu'en complément, de la demande normale. Pour tenter d'éviter cette situation, l'effort d'investissement de l'Etat est concentré sur des biens spécifiques tels que les routes ou les grandes infrastructures.

c. Importance de la confiance accordée

Si les agents économiques n'ont pas confiance dans la politique économique qui est menée, ils anticipent son échec et se mettent à épargner, à réduire leur demande, ou à exporter leur capital, avec des conséquences économiques négatives importantes, qui seront elles aussi multipliées.

Ainsi l'effet pourrait être positif à court terme, avant de s'estomper, voire devenir négatif sur le moyen terme. Certaines écoles de la pensée économique (école de l'offre, école monétariste, école autrichienne) estiment que même l'effet à court terme est négatif. Ainsi, une intervention supplémentaire de l'Etat dans l'économie perturbe les acteurs et décourage la prise de risque et l'investissement privé.